



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.081/4
du 30 septembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la perception et à la
consignation d'une somme lors
de la constatation d'infractions
en matière de circulation
routière'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.081/4
van 30 september 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de inning
en de consignatie van een som
bij de vaststelling van
overtredingen inzake het
wegverkeer'

Le 5 septembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de circulation routière'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 septembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 septembre 2013.

*

Op 5 september 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 september 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 september 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 2 septembre 2013.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. Il en va de même pour l'accord du Ministre du Budget, visé à l'alinéa 5 du préambule du projet.

PORTÉE DU PROJET ET CONFORMITÉ AUX NORMES SUPÉRIEURES

1. Le projet d'arrêté royal examiné vise à remplacer l'arrêté royal du 22 décembre 2003 'relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions relatives à la loi sur la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution' ¹. Outre une restructuration du texte réglementaire actuel, afin d'en améliorer la lisibilité, le projet examiné vise à y apporter les modifications suivantes :

1^o augmentation du montant perçu en cas d'infraction à l'article 34, § 1^{er}, de la loi 'relative à la police de la circulation routière' ² de 150 à 170 euros (article 2, 4^o, du projet) ;

2^o allongement du délai de transmission du volet A du formulaire de perception immédiate au ministère public (le jour même actuellement – cinq jours selon les articles 9 et 16 du projet) ;

¹ Lequel est abrogé par l'article 25 du projet.

² Imprégnation alcoolique (concentration d'alcool par litre d'air alvéolaire expiré d'au moins 0,22 milligramme et inférieure à 0,35 milligramme, ou concentration d'alcool par litre de sang d'au moins 0,5 gramme et inférieure à 0,8 gramme).

3° suppression de la possibilité d'effectuer le paiement en espèce pour les personnes ayant un domicile ou une résidence en Belgique (article 9, 3, du projet) ;

4° suppression, pour les personnes n'ayant pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique, du plafonnement de la perception immédiate à 385 euros en cas de cumul d'infraction du premier et du second degré uniquement (article 14 du projet ³) ;

5° pour les personnes n'ayant pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et qui n'ont pas été interceptées, remplacement de l'envoi du procès-verbal constatant l'infraction par une lettre de notification, conformément au prescrit de la directive 2011/82/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 'facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière' (ci après la directive 2011/82/UE) (articles 20 et 21 du projet).

2. La première de ces modifications nécessite une modification préalable de l'article 65, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi 'relative à la police de la circulation routière', qui précise qu'en cas d'infraction à l'article 34, § 1^{er}, de la même loi, la somme perçue est égale à l'amende minimale prévue pour cette infraction, majorée des décimes additionnels, soit actuellement 150 euros.

Cette modification légale est, certes, prévue par l'article 20, 2°, du projet de loi « modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité et la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs » ⁴. À l'heure actuelle, ce projet de loi n'en est cependant qu'au stade de l'examen en commission parlementaire.

3. La cinquième et dernière modification précitée de la réglementation, à savoir le remplacement de l'envoi du procès-verbal de l'infraction au contrevenant qui n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique par une lettre de notification, appelle une observation similaire.

L'article 62, alinéa 8, de la loi 'relative à la police de la circulation routière' ne permet en effet pas d'organiser, par la voie réglementaire, une dérogation à l'obligation de communiquer le procès-verbal au contrevenant dans un délai de quatorze jours à compter de la date de constatation de l'infraction.

Un avant-projet de loi 'modifiant l'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968', qui vise à apporter une modification législative en ce sens, a été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État simultanément au projet d'arrêté royal examiné, sous le numéro de rôle 54.082/4. Il convient également d'en attendre l'adoption préalable.

³ Comparer avec l'article 5 de l'arrêté royal du 22 décembre 2003.

⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2880/001.

4. Les dispositions appelées à former les articles 2, 4°, 20, 21 et l'annexe du projet n'ont donc pas été examinées.

C'est sous cette réserve que les observations particulières suivantes sont formulées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, consacré au visa du fondement légal du projet, il convient d'omettre la référence faite à la loi du 7 février 2003, dont l'article 30 n'est pas entré en vigueur à ce jour.

DISPOSITIF

Article 3

Dans la version française, il y a lieu d'utiliser comme dans la version néerlandaise, l'expression « perception immédiate » au lieu du seul substantif « perception ».

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 9

1. Au point 2.2, la section de législation s'interroge sur la remise d'un « document explicatif » dont ni le modèle, ni le contenu ne sont joints au projet examiné.

La même observation vaut pour l'article 11 du projet.

2. Au point 2.3, la disposition fait courir le délai de dix jours à compter de la remise ou de l'envoi du document visé au point 2.2.

S'agissant d'un délai dans lequel le contrevenant doit procéder au paiement de la perception immédiate, ce délai ne devrait commencer à courir qu'à dater de la réception du document visé au point 2.2.

La même observation vaut pour l'article 12 du projet.

Article 12

Il convient de renvoyer aux documents visés à l'article 11.

Article 25

Il convient de mentionner l'ensemble des modifications encore en vigueur qu'a subi l'arrêté royal du 22 décembre 2003.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich evenwel alleen de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn gericht en die net als de adviesaanvraag 2 september 2013 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste volledig vervuld is.

2. Dezelfde opmerking geldt met betrekking tot de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, waarnaar verwezen wordt in het vijfde lid van de aanhef van het ontwerp.

REIKWIJDTE VAN HET ONTWERP EN OVEREENSTEMMING MET DE HOGERE RECHTSREGELS

1. Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit strekt tot de vervanging van het koninklijk besluit van 22 december 2003 'betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten'.¹ Het voorliggende ontwerp strekt ertoe de structuur van de huidige verordeningstekst te herzien teneinde de leesbaarheid ervan te verbeteren en daarin de volgende wijzigingen aan te brengen:

1° het optrekken van het bedrag dat geïnd wordt bij een overtreding van artikel 34, § 1, van de wet 'betreffende de politie over het wegverkeer'² van 150 tot 170 euro (artikel 2, 4°, van het ontwerp);

¹ Welk besluit opgeheven wordt bij artikel 25 van het ontwerp.

² Alcoholopname (alcoholconcentratie van ten minste 0,22 milligram en minder dan 0,35 milligram per liter uitgeademde alveolaire lucht of alcoholconcentratie van ten minste 0,5 gram en minder dan 0,8 gram per liter bloed).

2° het verlengen van de termijn voor het verzenden van strook A van het formulier van onmiddellijke inning aan het openbaar ministerie (thans de dag zelf – vijf dagen volgens de artikelen 9 en 16 van het ontwerp);

3° het afschaffen van de mogelijkheid om in baar geld te betalen voor personen met een woonplaats of vaste verblijfplaats in België (artikel 9, 3, van het ontwerp);

4° het afschaffen, voor personen zonder woonplaats of vaste verblijfplaats in België, van het plafond voor de onmiddellijke inning van 385 euro dat alleen geldt in geval van gelijktijdige bestraffing van overtredingen van de eerste en van de tweede graad (artikel 14 van het ontwerp³);

5° het vervangen, voor personen zonder woonplaats of vaste verblijfplaats in België die niet onderschept zijn, van het verzenden van het proces-verbaal houdende vaststelling van de overtreding door het opsturen van een informatiebrief overeenkomstig hetgeen voorgeschreven wordt door richtlijn 2011/82/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 ‘ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over verkeersveiligheidsgerelateerde verkeersovertredingen’ (hierna richtlijn 2011/82/EU genoemd) (artikelen 20 en 21 van het ontwerp).

2. Voor de eerste van die wijzigingen is vereist dat eerst een wijziging wordt aangebracht in artikel 65, § 1, tweede lid, van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, waarin wordt bepaald dat in geval van overtreding van artikel 34, § 1, van diezelfde wet de geïnde som gelijk is aan de voor deze overtreding bepaalde minimumboete, vermeerderd met de opdecimen, dat wil zeggen thans 150 euro.

Die wetswijziging is weliswaar vervat in artikel 20, 2°, van het wetsontwerp “tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen en van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.”⁴ Thans bevindt dat wetsontwerp zich evenwel nog steeds in het stadium van het onderzoek in parlementaire commissie.

3. Over de vijfde en laatste voormelde wijziging van de regelgeving, namelijk het vervangen van het verzenden van het proces-verbaal houdende vaststelling van de overtreding aan de overtreder zonder woonplaats of vaste verblijfplaats in België, door het opsturen van een informatiebrief, dient een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

Artikel 62, achtste lid, van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’ maakt het immers niet mogelijk om door middel van een verordening te voorzien in een afwijking van de verplichting om het proces-verbaal aan de overtreder toe te zenden binnen een termijn van veertien dagen, te rekenen van de datum van vaststelling van het misdrijf.

³ Vergelijk met artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 december 2003.

⁴ *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2880/001.

Tegelijk met het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit is de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder rolnummer 54.082/4 om advies verzocht over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968', dat ertoe strekt in die wet een wijziging in die zin aan te brengen. Ook wat die wijziging betreft, behoort te worden gewacht tot ze aangenomen is.

4. De bepalingen die de artikelen 2, 4°, 20 en 21 zouden worden, en de bijlage bij het ontwerp, zijn dan ook niet onderzocht.

Onder dat voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid, waarin naar de rechtsgrond van het ontwerp wordt verwezen, behoort niet te worden verwezen naar de wet van 7 februari 2003, waarvan artikel 30 op heden nog niet in werking is getreden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

In de Franse tekst dient, overeenkomstig de Nederlandse tekst, te worden gewerkt met de uitdrukking "perception immédiate" in plaats van louter met het substantief "perception".

Deze opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 9

1. Wat punt 2.2 betreft, heeft de afdeling Wetgeving vragen bij de overhandiging van een "verklarend document" waarvan noch het model, noch de inhoud bij het voorliggende ontwerp worden bepaald.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 11 van het ontwerp.

2. In punt 2.3 wordt bepaald dat de termijn van tien dagen ingaat te rekenen vanaf de in punt 2.2 bedoelde afgifte of verzending van het document.

Aangezien het gaat om een termijn waarbinnen de overtreder de onmiddellijke inning dient te betalen, zou die termijn pas mogen ingaan vanaf de ontvangst van het document bedoeld in punt 2.2.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 12 van het ontwerp.

Artikel 12

Er behoort te worden verwezen naar de documenten bedoeld in artikel 11.

Artikel 25

Er dient melding te worden gemaakt van alle nog geldende wijzigingen die het koninklijk besluit van 22 december 2003 heeft ondergaan.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY